

# Olivier Chastel, président du MR

## «En matière d'intégration, on a perdu dix ans!»

### EXPRESS

«Quand je vois que les résidents belges issus de l'immigration s'insèrent difficilement dans le tissu économique, surtout à Bruxelles, je ne comprends pas que l'on ne percute pas que **parcours d'intégration rime avec ascenseur social.**»

«Faut-il encore cataloguer nos enfants en fonction de nos religions ou de nos appartenances philosophiques? Je pense que si certains parents veulent faire suivre par leurs enfants un **cours de religion ou de morale laïque**, ça peut faire partie de cours à option ou facultatifs.»

«Il nous fallait deux têtes de listes, **Didier Reynders et Vincent De Wolf**. Eh bien, on a réalisé de très bonnes élections à Bruxelles.»

### INTERVIEW

BENOÎT MATHIEU

Un petit coup d'œil dans le rétroviseur et un coup d'accélérateur pour se projeter en avant: telle est, en général, la recette appliquée en politique lors de la présentation de ses vœux. Pour son premier exercice du genre, Olivier Chastel n'a pas dérogé à la règle. Tout en s'inscrivant dans l'actualité chaude. Intégration et citoyenneté: le président du MR regrette les «dix années perdues» en Belgique francophone, sur un air de «si seulement on nous avait écoutés». Et en profite pour annoncer que son parti a l'intention de débattre et de se réapproprié tous les sujets s'approchant, de près ou de loin, du «vivre ensemble». Et ce par la tenue, six ans après les précédentes alors présidées par Daniel Bacquelaine, de nouvelles «assises de l'interculturalité», cette fois sous la houlette de Denis Ducarme.

#### Côté francophone, on a perdu dix ans dans le débat sur l'intégration. Qu'est-ce qui vous fait dire ça?

Quand on regarde la manière avec laquelle les différents partis se sont positionnés sur un certain nombre de sujets, trop longtemps, trop souvent, on a défendu, peut-être en fermant les yeux, des connotations communautaristes, et ce pour des raisons électorales. Je pense que, au lieu d'avoir les yeux en face des trous, on a préféré accueillir, c'est

certain, mais certainement pas intégrer les personnes qui arrivaient chez nous. Et je dis que d'autres en Europe, et même d'autres en Belgique – je fais référence à la Flandre – ont, eux, pris le problème à bras-le-corps.

#### Qu'aurait-il fallu faire, selon vous, qui a été ignoré à Bruxelles et en Wallonie?

Prenez le parcours d'intégration; c'est le meilleur exemple. Dès 2004, nous défendions un parcours obligatoire pour les primo-arrivants. Eh bien, à l'époque, cela avait été connoté très négativement. Alors qu'il s'agit d'un véritable ascenseur social. Parce que non seulement pareil parcours débute par une phase d'accueil et d'apprentissage d'une des langues du pays, mais il propose aussi un programme d'information de citoyenneté, ainsi qu'un suivi et une orientation socioprofessionnels. Moi, quand je vois dans les chiffres que les résidents belges issus de l'immigration s'insèrent difficilement dans le tissu économique, surtout à Bruxelles, je ne comprends pas que l'on ne percute pas que parcours d'intégration rime avec ascenseur social. Maîtriser la langue du pays, c'est indispensable! Ne pas rendre cet

apprentissage obligatoire, c'est presque dire: «On vous accueille, mais on ne souhaite pas vous intégrer». On ne peut à la fois fustiger les chiffres d'une mauvaise intégration socioprofessionnelle et, en même temps, ne pas se donner les moyens de cette insertion.

#### Cela dit, à Bruxelles comme à Namur, on en parle, de parcours d'intégration.

Allons! Pendant huit ans, on nous a critiqués sur ce sujet. Et puis, en 2012 à Namur et en 2013 à Bruxelles, on a timidement mis en place des textes parlant de parcours d'accueil. En fait, on n'évoque jamais que la première phase du parcours, et encore, celle-ci n'est pas obligatoire. À Bruxelles, ce n'est pas prêt et en Wallonie, on n'a pas les moyens budgétaires. Et puis, cette semaine, j'entends le président du cdH à la radio, qui considère, maintenant, que ce parcours doit être obligatoire! On semble le découvrir aujourd'hui. C'est stupéfiant de voir comment les majorités en place, deux législatures de suite, ont considéré ce problème.

#### Ce parcours ne s'adresse qu'aux personnes venant d'arriver en Belgique. Mais comment répond-on à la troisième génération issue de l'immigration, encore confrontée à de la discrimination sur le marché du travail et que l'on dit parfois plus radicalisée que celles qui l'ont précédée?

Effectivement. Ça fait d'ailleurs partie des su-

jets que je veux mettre en chantier dans nos assises de l'interculturalité. Il faut pouvoir gérer la deuxième ou la troisième génération de manière appropriée, via des parcours spécifiques. Ça demande une réflexion profonde. Il faut trouver un chemin qui permet de briser cette mécanique de mise à l'écart de la société sur les aspects socioprofessionnels. Il faut trouver la formule en consultant des acteurs de terrain, des spécialistes.

#### Dix ans de perdu: vous posez ce même constat, amer, en ce qui concerne le cours de citoyenneté.

Mais oui! On a privilégié le communautarisme ou plutôt la multiculturalité, c'est-à-dire non pas l'imbrication des cultures, mais leur addition, en leur permettant d'exister en vase clos, en refusant des cours de citoyenneté. Voilà plus de dix ans, Richard Miller développe l'idée de ce cours. Il fait partie de notre programme depuis 2004; à chaque législature, nous avons redéposé un texte.

#### Un cours de citoyenneté, on peut y mettre ce que l'on veut. Tout, ou pas grand-chose. Vous y voyez quoi?

Nous voyons dans ce programme un outil de confrontation d'idées. L'apprentissage des valeurs de civisme, d'ouverture critique,

d'intelligence d'esprit, de respect de l'autre, sans oublier la connaissance des différentes religions et philosophies. Tout ça, dans un socle commun. Un cours où tous les élèves, quelles que soient leurs convictions, peuvent échanger. Parce qu'aujourd'hui, malheureusement, il n'y a plus de cours neutre. On impose aux parents de choisir entre un militantisme laïque ou telle ou telle religion – il n'y a plus la possibilité de dire: «Mais moi je n'ai pas envie de choisir ou de rendre compte à l'école, pour mes enfants, de mon positionnement philosophique, cela ne regarde que moi». C'est la preuve que l'on a besoin en Belgique, et les événements récents nous le montrent, d'aller beaucoup plus loin dans le «vivre ensemble» et la manière avec laquelle on peut confronter les idées, ouvrir les esprits des jeunes. Et là, à nouveau, on a perdu dix ans.

#### La Communauté française semble bouger: il est question de remplacer une heure de religion par un cours de citoyenneté.

C'est assez surprenant de voir comment certains peuvent faire volte-face sous couvert d'une actualité brûlante et d'une réaction de la population demandant une réaction du politique. Mais par rapport à ce cours, j'entends tout et son contraire. La ministre de l'Enseignement (Joëlle Milquet, cdH, NDLR)

veut s'en tenir à l'accord de gouvernement, à savoir le remplacement d'une des deux heures de religion par un cours de citoyenneté, à partir de la rentrée 2016 et uniquement dans l'enseignement officiel. Ça tranche sérieusement avec d'autres discours, comme celui de son président de parti (Benoit Lutgen, NDLR) disant que cela doit se faire tout de suite, dès la maternelle, tant dans l'officiel que le libre.

#### Et cela, ça vous convient?

C'est un début. Je pense qu'aujourd'hui, la réflexion peut être poussée plus loin. Faut-il encore cataloguer nos enfants en fonction de nos religions ou de nos appartenances philosophiques? Je pense que si certains parents veulent faire suivre par leurs enfants un cours de religion ou de morale laïque, ça peut faire partie de cours à option ou de cours facultatifs.

#### Plus de cours de religion ou de morale laïque dans le tronc commun, alors?

Cela pourrait être un cours optionnel ou facultatif. C'est en tout cas une suggestion que je mets en débat dans le cadre des assises de l'interculturalité qui démarrent ce lundi.

#### Ces assises, de quoi traiteront-elles, concrètement?

Il y a six ans, Daniel Bacquelaine avait réuni durant des mois un certain nombre de parlementaires pour réfléchir sur une série de thématiques tournant autour de l'école comme vecteur d'intégration, de l'emploi comme moteur de l'émancipation, du cours de citoyenneté, du parcours d'intégration, de la neutralité de l'État, du port de signes convictionnels, de la lutte contre le radicalisme dans nos prisons. Ce qui s'était traduit par une série de propositions du MR. C'est cet ouvrage que je veux que Denis Ducarme remette sur le métier, en tenant compte de l'évolution de la société. Je veux que l'on revisite nos prises de position, en y ajoutant toute une série de thèmes nouveaux.

#### Comme?

La formation des ministres du culte; le financement étranger des cultes; la finance islamique; la neutralité dans le secteur socio-médical. Des sujets comme ceux-là, j'en ai au moins une vingtaine. Un qui m'a récemment été suggéré: en Belgique, 90% des circoncisions sont non-médicales. Faut-il que l'inami rembourse des pratiques culturelles? Cela coûte 2,5 millions par an. Nous sommes interpellés de plus en plus sur des sujets comme ceux-là par nos concitoyens. Eh

bien, avant de leur dire blanc ou de leur dire noir, nous voulons réfléchir.

**Dans un tout autre registre, existe-t-il au MR un problème de leadership sur Bruxelles? Vincent De Wolf semble contesté.**

Didier Reynders, qui préside aux destinées de la régionale bruxelloise, est aussi vice-Premier, c'est une figure emblématique du MR bruxellois. Vincent De Wolf occupe lui aussi

une place importante en tant que chef de groupe au parlement bruxellois. Ils sont très complémentaires. Même si Vincent De Wolf a probablement un peu plus de mal à exister dans le paysage bruxellois, au regard de l'institution bruxelloise et de l'œil que ne lui portent pas toujours les médias.

**N'est-il pas assez présent, ou visible?**

Ce n'est pas qu'il ne soit pas assez présent. Il effectue très bien son travail de chef de

groupe et s'investit à mes côtés comme vice-président du MR et c'est peut-être parfois un travail de l'ombre. C'est un mandataire politique de premier plan. J'en profite pour dire que toute discussion sur l'arrivée à Bruxelles de telle ou telle personnalité du MR n'est que spéculation. Vraiment.

**Pas de problème à Bruxelles, donc?**

On vient de vivre des élections. Il nous fallait

deux têtes de listes: Didier Reynders et Vincent De Wolf. Moi quand je regarde leur score personnel, eh bien je trouve qu'on a réalisé de très bonnes élections à Bruxelles.